

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CAUDRY

SÉANCE DU MERCREDI 26 OCTOBRE 2022 – 18 h 30 –

DÉLIBÉRATION DGA/26-10-2022/Q11

Date de convocation : 20 Octobre 2022

**Le Conseil Municipal de CAUDRY s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance publique,
sous la présidence de Monsieur BRICOUT Frédéric, Maire**

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents (26) : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, Mme TRIOUX-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoint au Maire ; Mme DAUCHET Martine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, M. DEUDON José, Mme NAVEZ Patricia, M. DECALION Ismaël, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémy, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, Mme DISDIER Mélanie, M. BAJODEK Alban, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents ayant donné procuration (7) :

Mme BERANGER Agnès : procuration à Mme PRUVOT Brigitte
M. BONIFACE Didier : procuration à M. POULAIN Bernard
Mme THUILLEZ Martine : procuration à Mme TRIOUX-COURBET Sandrine
Mme PLUCHART Claudine : procuration à Mme MATON Audrey
M. BALEDENT Matthieu : procuration à M. BRICOUT Frédéric
Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne : procuration à Mme RICHOMME Liliane
M. COLLIN Denis : procuration à Mme NAVEZ Patricia

Membre absent (0) :

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

OBJET : AVENANT – MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « PETITS DÉJEUNERS » DANS LA COMMUNE DE CAUDRY – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur Yves MARIN, Conseiller Municipal, expose :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, adoptée par le Gouvernement en 2018, prévoit d'encourager, dans les écoles primaires situées dans des territoires en difficulté sociale, la distribution de petits déjeuners gratuits, sur le temps périscolaire ou scolaire, selon le choix de l'école et de la commune.

L'objectif du dispositif est double :

- il doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires;
- un volet éducatif accompagne cette distribution afin d'apporter aux élèves une éducation à l'alimentation permettant de développer un projet pédagogique et éducatif.

La priorité est donnée aux territoires prioritaires et/ou en difficulté sociale : Réseau d'Éducation Prioritaire (REP), REP +, Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), territoires ruraux socialement défavorisés...

Pour mémoire, par délibération du 22 septembre 2021, l'assemblée avait autorisé Monsieur le Maire à signer avec le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports la convention de mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » au sein de l'école Batisse et Laite pour l'année scolaire 2021-2022.

Attentive au bon développement de l'enfant, à sa réussite et à sa santé, la Ville de Caudry, pour l'année scolaire 2022/2023 souhaite poursuivre ce dispositif au sein de l'école Jean Lebas pour les classes de grande section (41 élèves à ce jour).

Pour rappel, des petits déjeuners seront servis, pendant le temps scolaire, aux élèves des classes concernées, une fois par semaine, à compter du jeudi 10 novembre 2022.

Le présent avenant définit la contribution financière versée par l'État, au titre de la participation à la mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » assurée par la Ville de Caudry.

La participation de l'Etat est calculée sur la base d'un forfait d' 1,30 € par élève et par petit déjeuner.

Il n'y aura aucun reste à charge pour les familles.

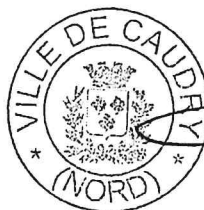
Dans ce cadre, Monsieur MARIN propose au conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer avec le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports l'avenant de renouvellement du dispositif « Petits déjeuners » au sein de l'école Jean-Lebas pour l'année scolaire 2022-2023;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document y afférent.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.



Le Maire,

Frédéric BRICOUT



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 28/10/2022

Reçu en préfecture le 28/10/2022

Publié le

ID : 059-215901398-20221026-DEL261022_Q11-DE

**Division des élèves et de la
vie des établissements**

AVENANT À LA CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « PETITS DÉJEUNERS » DANS LA COMMUNE DE

CAUDRY

Vu la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

Vu la convention de mise en œuvre du dispositif « petits déjeuners » en date du 22/09/2021 ;

Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de CAUDRY en date du 22/09/2021 et du 26 octobre 2022 ;

Entre :

Le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports (MENJS) représenté par monsieur Jean-Yves BESSOL, directeur académique des services de l'éducation nationale du NORD, agissant sur délégation de Madame Valérie CABUIL, recteur de l'académie de LILLE

et

Le maire de la commune de CAUDRY, Monsieur Frédéric BRICOUT

Préambule

Considérant que la promotion de la santé à l'école s'appuie sur une démarche globale et positive permettant de favoriser le bien-être des élèves et que l'alimentation des élèves a une importance capitale pour leur développement et leurs capacités d'apprentissage, il importe de renforcer l'éducation à l'alimentation dans le cadre d'un environnement instaurant un climat de confiance et de réussite pour tous les élèves et, pour certains, de répondre à des difficultés liées à des inégalités sociales.

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, adoptée par le Gouvernement en 2018, prévoit d'encourager, dans les écoles primaires situées dans des territoires en difficulté sociale, la distribution de petits déjeuners, sur le temps périscolaire ou scolaire, selon le choix de l'école et de la commune.

Ce dispositif doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires.

Il est convenu ce qui suit :



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 28/10/2022

Reçu en préfecture le 28/10/2022

Publié le

ID : 059-215901398-20221026-DEL261022_Q11-DE

**Division des élèves et de la
vie des établissements**

Article 1^{er} — Objet de l'avenant

Le présent avenant formalise l'organisation du dispositif « Petits déjeuners » dans les classes des écoles suivantes de la commune :

L'école maternelle Jean Lebas (élèves de Grande Section).

La distribution des petits déjeuners sera organisée **une fois par semaine**, le jeudi, sur le temps scolaire (temps d'apprentissage) par le personnel enseignant et le personnel communal.

Soit un total prévisionnel de **1 148** petits déjeuners pour un effectif prévisionnel de **41** élèves.

Article 2 — Durée de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour l'année scolaire 2022/2023 (du 10/11/2022 au 06/07/2023, soit 28 jours de distribution).

Il peut être dénoncé avant son terme soit par accord écrit entre les parties, soit par l'une des parties, par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, moyennant le respect d'un préavis d'un mois.

Article 3 — Obligations de la commune bénéficiaire

Les personnels communaux auront en charge l'acheminement et l'entreposage des denrées alimentaires, dans le respect des dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sécurité et à l'hygiène alimentaires définies par l'agence nationale de sécurité sanitaire (ANSES).

Hors temps scolaire, la commune mettra en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des élèves qui lui sont confiés. Si elle fait appel à des personnels enseignants pour assurer la surveillance, ces enseignants sont alors placés directement sous la responsabilité de la collectivité qui les emploie pour la durée de ce temps de surveillance.

La commune s'engage à signaler au directeur académique des services de l'éducation nationale toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners ».

Article 4 — Obligations du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse

Le MENJS s'engage à contribuer, sur la base d'un forfait par élève de 1,30€ en métropole et 2€ en outre-mer, à l'achat des denrées alimentaires consommées par les élèves.

Autour de la distribution des petits déjeuners, les personnels enseignants des écoles concernées conduiront, durant le temps scolaire, un projet pédagogique d'éducation à l'alimentation.

L'équipe éducative de l'école communiquera avec les familles sur le dispositif (denrées alimentaires distribuées, modalités d'organisation, projet pédagogique associé) afin de les associer et d'éviter le risque d'une double prise de petit déjeuner, en utilisant si besoin le flyer mis à disposition sur Eduscol¹.



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 28/10/2022

Reçu en préfecture le 28/10/2022

Publié le

ID : 059-215901398-20221026-DEL261022_Q11-DE

**Division des élèves et de la
vie des établissements**

Article 5 — Montant de la subvention

Pour la commune de **CAUDRY**, compte tenu du périmètre indiqué à l'article 1, cette subvention prévisionnelle s'élève à **1 492,40 €**

Le MENJS s'acquittera de cette subvention sur les crédits du programme 230 « vie de l'élève », action 4 « action sociale », titre 6, catégorie 63, compte PCE 6531 230000, code activité 0230 00 CSCE 09 « FDP-fonds petits déjeuners ».

Un arrêté attributif de subvention émis par le directeur académique des services de l'éducation nationale fixera le montant de la participation du MENJS à la mise en œuvre du dispositif.

Article 6 — En cas de modification des conditions d'exécution

En cas de modification des conditions d'exécution concernant le nombre de jours par semaine ou le nombre de classes participantes, un avenant à la convention permettra d'en modifier les termes et éventuellement d'ajuster le budget de l'opération.

Article 7 — Modalités financières

Les modalités financières sont déclinées à l'article 7 de la convention de mise en œuvre du dispositif « petits déjeuners » citée en référence et prévoient, notamment, une avance de 30 % du montant prévisionnel de la subvention fixée à l'article 5, versée dès la signature de l'avenant à la convention.

Les versements seront effectués sur le compte bancaire ouvert au nom du bénéficiaire :

BANQUE : 30001 00251 i5930000000 97

IBAN N° : FR75 3000 1002 51i5 9300 0000 097

BIC : BDFEFRPPCCT

Le comptable assignataire des paiements est :

TRESORERIE DE CAUDRY

46 rue Aristide BRIAND

59540 CAUDRY

Article 8 — En cas de non-respect des obligations par la commune bénéficiaire

Les services académiques émettront un ordre de reversement des sommes perçues en cas d'inexécution par la commune de **CAUDRY** des obligations nées du présent avenant.



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Envoyé en préfecture le 28/10/2022

Reçu en préfecture le 28/10/2022

Publié le

ID : 059-215901398-20221026-DEL261022_Q11-DE

**Division des élèves et de la
vie des établissements**

Article 9 — Réalisation du présent avenant

Le présent avenant n'entrera en vigueur qu'après signature par les parties contractantes (MENJS et commune bénéficiaire).

Le recteur de l'académie de LILLE et le maire de la commune de **CAUDRY** sont chargés de la réalisation du présent avenant.

Fait en double exemplaire à CAUDRY, le 26 octobre 2022

Le maire de la commune de CAUDRY
Conseiller départemental

Pour le recteur et par délégation
Le directeur académique des services de
l'éducation nationale du NORD

Monsieur Frédéric BRICOUT

Monsieur Jean-Yves BESSOL

1 <http://eduscol.education.fr/cid139571/les-petits-dejeuners.html>